

Déclaration de politique étrangère

14.11.2012

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

1. Ces dernières années, vous avez sans doute remarqué que je terminais les déclarations de politique étrangère et européenne en soulignant que notre candidature à un siège non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies faisait partie intégrante de notre politique étrangère, laquelle repose sur la défense tant de nos valeurs que de nos intérêts.
2. Vous ne m'en voudrez donc pas de commencer ce discours en parlant de cette entreprise historique. Bien qu'il faille se garder d'un contentement excessif de soi, il n'en faut pas moins constater que lors du deuxième tour de l'élection, plus de deux tiers des États membres de l'ONU nous ont donné leur voix. Jamais dans notre histoire, une partie aussi importante de la communauté internationale n'a témoigné à notre pays une telle confiance et une telle estime.
3. Pour cette raison, nous tenons à remercier tous ceux qui, ici et partout ailleurs dans le monde, ont contribué à ce succès, et ce d'autant plus que le personnel et le budget que nous avons

affectés à cette campagne ne sont pas comparables aux moyens massifs mis en œuvre par nos concurrents.

4. La campagne étant à présent terminée, il faut consacrer des efforts intenses à la préparation de notre mandat, sujet que j'ai déjà abordé au sein de votre Commission des Affaires étrangères et de la Défense. Nous sommes entièrement conscients de l'ampleur du défi qui nous attend.

ONU : Conseil de sécurité

5. Aujourd'hui, nous ne pouvons bien sûr pas prévoir en détail tout ce qui nous attend. Contrairement à ce qui est le cas pour la présidence de l'UE, l'ordre du jour du Conseil de sécurité est dicté par l'actualité internationale, et ce notamment lorsque la paix mondiale et la sécurité internationale sont menacées.
6. Toutefois, cela ne nous empêche pas de souligner d'ores et déjà quelques principes de base qui nous guideront pendant les deux années où nous travaillerons au service du Conseil de sécurité. En premier lieu, je voudrais citer l'approche intégrée « des trois d », soit la diplomatie, le développement et la défense. Nous savons depuis longtemps que toute crise est multidimensionnelle. Loin de se limiter aux aspects liés à la sécurité et au volet militaire, une crise se caractérise également par ses racines économiques et socioculturelles. La mise en œuvre d'une solution durable et

équitable présuppose donc que l'action de la communauté internationale tienne compte de toutes ces réflexions.

7. Il faut donc, d'une part, envisager la sécurité internationale, dont la préservation est la mission première du Conseil de sécurité, dans le contexte de l'évolution économique et, d'autre part, tenir compte du fait que tant la sécurité que le développement reposent sur le respect des droits de l'homme et du principe de l'État de droit.
8. Pour ce faire, nous pouvons profiter de l'expérience que nous avons acquise récemment en assurant la présidence du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) et dans le cadre de la Commission de consolidation de la paix.
9. Cette approche intégrée de la paix et de la sécurité nous oblige également à nous intéresser aux nouvelles menaces qui ont un impact sur la sécurité et la stabilité dans un grand nombre de régions du monde. Dans ce contexte, il faut citer avant tout la criminalité organisée transnationale, avec son cortège de fléaux comme la traite des êtres humains, le trafic de drogue et le trafic d'armes, ainsi que la piraterie. En plus, il ne faut pas oublier le « multiplicateur de menaces » qu'est le changement climatique. On ne saurait surestimer l'impact potentiel du changement climatique sur les ressources et les conditions de vie de la population et, partant, sur la paix et la sécurité.

10. Bien sûr, cela ne veut nullement dire qu'il ne faut pas faire tous les efforts possibles pour avancer dans le règlement de ces conflits qui figurent depuis longtemps à l'ordre du jour du Conseil de sécurité des Nations unies. Citons à titre d'exemple le conflit au Moyen-Orient, dont je reparlerai.

11. Autre principe de base, il faut accorder une attention particulière aux victimes les plus faibles, à ceux qui sont le moins en mesure de se défendre. Nous poursuivons ainsi le travail que nous avons accompli entre autres sur le thème de la violence sexuelle à l'égard des femmes ou des enfants dans le cadre de conflits armés. Dans ces domaines, il faut faire jouer la solidarité, valeur fondamentale de notre action que j'ai toujours défendue sur le plan international et européen.

12. Là encore, nous pouvons profiter des efforts que nous avons déjà faits dans ce domaine ainsi que de relations de coopération avec différents organismes de l'ONU dans des domaines comme la prévention de conflits, la protection de la population civile, l'État de droit ou la réforme des forces de sécurité.

13. En plus, nous nous efforcerons de bien écouter. Cela vaut bien sûr pour tout ce qui se dit au Conseil. De même, nous devons écouter les arguments de ceux qui n'en sont pas membres. Je peux dire sans ironie que nous sommes bien placés pour comprendre le

besoin de transparence de tous ceux qui suivent le travail du Conseil de sécurité de l'extérieur. Il faut savoir en effet que plus de 70 pays n'ont jamais été membres du Conseil de sécurité.

14.Comme vous le voyez, cette démarche n'apporte pas d'innovations fondamentales par rapport aux projets et attitudes qui ont traditionnellement caractérisé notre politique. Bien au contraire, sur le plan tant intellectuel que psychologique, nous pouvons poursuivre dans une voie qui ne nous est pas étrangère en mettant à profit l'expérience que nous avons acquise au fil des ans.

15.Certes, le contexte a changé. Nous devons prouver que nous méritons effectivement un siège au sein de l'organe suprême de gouvernance planétaire. Toutefois, je ne doute pas qu'en observant ces principes bien connus et en travaillant inlassablement à la réalisation de nos objectifs, nous aurons effectivement mérité la confiance qu'on nous a témoignée. Ce mandat est la concrétisation la plus visible d'un engagement responsable et solidaire qui constitue le fondement de notre politique étrangère et européenne.

16.Aujourd'hui, cet engagement et les valeurs qui le sous-tendent sont plus que jamais nécessaires.

17. On est toujours tenté de laisser à d'autres la charge de faire face aux défis du monde en se retranchant derrière des réalités objectives comme les dimensions modestes de notre pays et, partant, de nos moyens. Il n'est pas difficile de trouver des raisons de laisser la responsabilité à d'autres. Toutefois, notre pays ne peut ni ne veut se soustraire à ses devoirs et obligations de cette manière.

Mondialisation

18. Depuis toujours, les pays comme le nôtre ont été à la merci d'événements extérieurs qui échappaient à leur influence. Cela est plus vrai que jamais dans le contexte actuel de la mondialisation. Souvent, les défis auxquels nous sommes confrontés, mais aussi – et j'insiste sur ce point – les possibilités qui s'offrent à nous ont leur origine à l'étranger, parfois à l'autre bout du monde.

19. Il est difficile d'imaginer une crise économique ou politique dans quelque région du monde que ce soit qui n'ait pas de répercussions sur notre pays. En même temps, la prospérité et la liberté de notre pays sont impensables sans l'enrichissement économique, culturel et humain découlant des rapports intenses entre le Grand-Duché et le reste du monde.

20. Les relations que nous entretenons avec d'autres pays, qu'il s'agisse des pays voisins ou de pays plus lointains, sont

extrêmement importantes pour notre pays. C'est pourquoi, nous avons besoin d'une politique étrangère engagée. La communauté internationale attend de nous que nous assumions nos responsabilités afin que nous contribuions, avec des moyens certes modestes, mais avec beaucoup d'engagement, à la résolution des problèmes auxquels l'humanité est confrontée. Les défis sont plus grands que jamais, et ce sur les plans politique, économique, social et écologique.

21. Nous pouvons fournir notre contribution de différentes manières, que ce soit par notre engagement au Conseil de sécurité, par notre aide au développement ou encore par notre participation à différentes missions internationales de paix.

22. Cette politique engagée n'est donc pas un luxe. C'est un investissement qui profitera non seulement à la communauté internationale, mais qui aidera également à garantir l'indépendance et la prospérité de notre pays. C'est là un fait qu'il ne faut pas oublier, quelles que soient les difficultés actuelles.

23. Les nouvelles responsabilités que nous assumons au sein du Conseil de sécurité ne signifient pas que nous perdrons de vue nos voisins immédiats.

24. Je suis heureux que nous entretenions d'excellentes relations avec nos trois voisins, avec qui nous continuerons à réaliser un grand nombre de projets importants pour la vie quotidienne de notre pays.

25. Dans ce contexte, il faut tout d'abord parler d'un sujet très spécifique, à savoir la centrale nucléaire de Cattenom, qui inquiète beaucoup le gouvernement, la Chambre des Députés et la plate-forme ad hoc. Les résultats des derniers *stress tests* ne sont pas pour nous rassurer.

26. Pour ces raisons, nous sommes, comme l'a demandé la Chambre des Députés, en contact étroit avec les autorités françaises afin de nous présenter à Paris en tant que délégation du gouvernement, de la Chambre des Députés et de la plate-forme. Mon collègue français Laurent Fabius nous a ouvert cette porte. Nous nous organiserons et prochainement nous rencontrerons la ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, Madame Delphine BATHO.

Benelux

27. Le nouveau traité Benelux, qui est entré en vigueur au début de cette année, redynamise nos relations. Le rôle pionnier que le

Benelux assume depuis longtemps au sein de l'UE sera conservé voire renforcé. Cela vaut également pour le rôle joué par le Benelux en tant qu'instrument de coordination entre les trois pays en matière de politique européenne et internationale. Permettez-moi de vous informer dans ce contexte que le gouvernement déposera prochainement à la Chambre des Députés deux projets de loi sur le Benelux, portant d'une part sur l'introduction d'une nouvelle clé de répartition du budget et, de l'autre, sur la modification du traité sur la Cour de justice du Benelux.

28. Pour nous, la coopération au sein du Benelux est bien plus que la mise en œuvre d'un traité. Il s'agit d'une attitude, d'une manière d'agir avec les deux autres partenaires qui font partie intégrante de nos responsabilités quotidiennes.

29. Le nouveau traité prévoit également que les présidences du Comité de Ministres du Benelux s'étendront désormais sur une année entière. Notre pays a l'honneur d'assumer la présidence en 2013. Nous sommes actuellement en train de finaliser le programme de notre présidence. Nous essayerons de faire avancer la coopération entre les trois États en apportant les spécificités luxembourgeoises. Un heureux hasard veut que la présidence luxembourgeoise du Comité des Ministres du Benelux coïncide avec la présidence luxembourgeoise du Parlement du Benelux, du moins en ce qui concerne l'année prochaine. Les présidences du Parlement s'étendent toujours sur deux ans. Je

vous promets une collaboration approfondie avec les membres luxembourgeois du Parlement du Benelux, dont je salue les recommandations pertinentes qu'il fait régulièrement.

L'Europe et la crise de la dette

30. Bien sûr, notre engagement pour l'intégration européenne restera l'élément central de notre politique étrangère. Permettez-moi d'aborder brièvement quelques dossiers importants.

31. Au cours des douze derniers mois, les efforts entrepris pour surmonter la crise de la dette ont continué à dominer les activités de l'Union européenne et de ses institutions, crise de la dette qui s'est transformée en crise économique voire, dans certains pays de l'UE, en véritable crise sociale.

32. Malgré la complexité des problèmes et la difficulté de trouver une solution durable, l'UE, trois ans après le début de la crise, a fait des efforts et a agi.

33. Au cours des douze derniers mois, la zone euro a pris ou préparé un certain nombre de décisions visant à la doter de bases solides ainsi que d'un ensemble d'instruments qui lui permette de réagir de manière appropriée à des situations de crise. Ces instruments comprennent le Mécanisme européen de stabilité (MES), le

nouveau Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance mieux connu sous le nom de pacte budgétaire européen ainsi que les mesures de la BCE sur les marchés financiers. Rien que l'annonce de ces mesures montrait clairement à quel point les responsables de la zone euro sont déterminés à parvenir à une stabilisation durable de la zone euro.

34. Le pacte budgétaire a été signé au début de cette année par 25 des 27 États membres. Comme vous le savez, la Grande-Bretagne et la République tchèque ne l'ont pas signé. Ce pacte aura pour conséquence que les déficits budgétaires seront fixés à l'avenir à 0,5 % et que la « règle d'or » sera consacrée. Le projet de loi sur le pacte fiscal a été déposé à la Chambre des Députés et il faut s'attendre à ce que son adoption donne prochainement lieu à un débat intense. Entre-temps, un nombre suffisant de pays (plus de douze) de la zone euro ont ratifié le pacte, si bien qu'il entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

35. La ratification du pacte budgétaire est l'une des conditions à remplir afin de pouvoir recourir à l'intervention du MES au cas où celle-ci serait nécessaire dans un pays. Après la décision positive de la Cour constitutionnelle fédérale allemande, le MES, qui a son siège à Luxembourg, a pu entrer en vigueur en octobre dernier. Fort d'un capital de 80 milliards d'euros et d'une capacité de 500 milliards à titre d'aides financières, le MES est à présent opérationnel. Le Luxembourg a versé 200 millions d'euros au MES tout en prenant des engagements supplémentaires à hauteur de 1,55 milliards, soit un total de 1,75 milliards d'euros. Ces chiffres

prouvent que le Luxembourg est le pays membre de la zone euro qui garantit le montant le plus élevé par habitant. En créant ce mécanisme de stabilité, la zone euro s'est dotée d'un instrument durable qui lui permettra d'aider des pays membres en situation de crise. C'est du moins ce que nous espérons.

En plus, la Banque centrale européenne a décidé d'intervenir sur les marchés financiers en acquérant des emprunts d'Etat, garantissant ainsi la disponibilité des liquidités nécessaires dans les flux financiers. Ces mesures sont prises exclusivement dans le cadre du mandat de la BCE.

36. Bien que ces décisions et instruments aient contribué à une détente partielle de la situation, il est possible qu'à long terme, ils ne soient pas suffisants pour doter la zone euro définitivement et durablement de bases solides. Pour y arriver, il faut parvenir à une Union économique et monétaire qui aille plus loin et pour cette raison, le Conseil européen a chargé son président, H. Van Rompuy, et les présidents de la BCE, de la Commission et de l'Eurogroupe de présenter des propositions en ce sens d'ici à la fin de l'année.

37. Parallèlement, il faut parvenir à une limitation à court terme des déficits budgétaires des différents pays en veillant toutefois à ce qu'on soutienne la croissance au même titre que la discipline budgétaire.

38.Comme nous le savons tous, la situation en Grèce constitue le problème le plus urgent. Il faut sans doute que la Grèce se réorganise elle-même, ce qu'elle aurait dû faire aussi, si la crise de l'euro n'avait pas éclaté. Cette nécessité de mettre en œuvre des réformes structurelles demande beaucoup d'engagement et d'énergie, plongeant en plus trop de gens dans la misère. La Grèce doit parvenir elle-même à une situation où elle révise ses conceptions en ouvrant son économie et en la rendant transparente et efficace.

39.Parallèlement, ce pays est confronté au défi de devoir réduire sa dette. Il n'y parviendra pas seul. En plus, cela ne se fera pas sans efforts. La Grèce a besoin des pays de la zone euro et des mécanismes européens qui ont été créés pour aider les pays qui ne sont plus en mesure d'emprunter sur le marché libre. Toutefois, il ne faut pas que les efforts qui sont faits contribuent à étrangler ou à pressurer le peuple et le pays. Il ne faut pas que l'économie grecque soit écrasée. Il faut éviter que sur le plan social, un pays se voie imposer des mesures d'austérité excessives – susceptibles de renforcer les courants extrémistes et constituant ainsi une menace pour la démocratie.

Il faut que la Grèce comprenne qu'elle doit accepter l'aide des autres tout en opérant un changement des mentalités. De ce point de vue, les votes qui ont eu lieu cette semaine et la semaine passée au Parlement grec constituent des pas décisifs qui

permettront à la Grèce de continuer à pouvoir compter sur la solidarité de ses partenaires. Toutefois, avant le versement de la prochaine tranche de l'aide financière, il faut éclaircir un certain nombre de points. C'est ce qu'a décidé l'Eurogroupe lundi. Il faut aider le pays afin qu'il puisse assainir ses finances plus facilement. C'est ainsi qu'il est prévu d'accorder à la Grèce un délai de deux ans supplémentaires pour atteindre ses objectifs. Dans ce contexte, il est également prévu d'examiner toutes les possibilités pour couvrir les besoins financiers qui découlent de cette mesure. Le pays entrera dans sa 6^e année de récession, ce qui, évidemment, ralentit la reprise des recettes publiques. La sortie de la Grèce de la zone euro – je le répète dans cette enceinte – serait une catastrophe, non seulement pour les Grecs, mais aussi pour le reste de la zone euro. Il y aurait un risque énorme de voir les marchés perdre leur confiance dans d'autres pays de la zone euro. On remettrait alors en question la stabilité de la zone euro elle-même.

Croissance et austérité

40. L'exemple de la Grèce montre la difficulté et, en même temps, la nécessité de sortir de la spirale austérité-récession. À côté de la Grèce, le principal défi est actuellement de combiner de manière intelligente les mesures susceptibles de permettre un rapprochement de l'équilibre budgétaire et celles qui visent à

stimuler la croissance. C'est là un aspect essentiel de la lutte contre la crise de la dette. En même temps, le rythme de l'assainissement budgétaire doit tenir compte de la situation du pays en question. Des progrès remarquables ont été réalisés au cours des trois dernières années : en effet, au sein de la zone euro, les déficits budgétaires ont été ramenés, en moyenne, de plus de 6 % en 2010 à un peu plus de 3 % cette année.

41. Une possibilité d'augmenter la croissance consiste à accroître la compétitivité de l'économie nationale. Pour ce faire, chaque pays doit opérer les réformes structurelles nécessaires au niveau national, afin d'augmenter le volume de ses exportations et de devenir attractif pour les investissements étrangers. Des pays comme l'Irlande et le Portugal, mais aussi l'Espagne et l'Italie ont déjà fait d'importants progrès sur ce plan. Quant aux pays de la zone euro qui affichent une balance courante excédentaire – c'est notamment le cas de l'Allemagne –, il faut qu'ils prennent des mesures visant à stimuler la consommation afin d'accroître leurs importations en provenance des pays à balance déficitaire. Il va de soi que ce faisant, ils devront éviter d'entrer eux-mêmes dans une spirale de la dette. À cet effet, il faut mettre en place une meilleure coordination au niveau de l'UE, ce qui se fait dans le cadre de ce qu'on appelle la surveillance des déséquilibres macroéconomiques dans le contexte du Semestre européen.

42. En plus, il faut que les efforts nationaux bénéficient davantage de mesures complémentaires de l'UE : dans ce contexte, il importe

notamment d'exploiter vraiment le potentiel du marché unique. C'est ainsi que la Commission a présenté l'Acte pour le marché unique II (*Single Market Act 2*), lequel prévoit un certain nombre d'initiatives visant à approfondir le marché unique. Toutefois, la principale mesure qui devrait permettre d'accroître la croissance, c'est le Pacte pour la croissance et l'emploi adopté en juin par le Conseil européen. Son adoption prouve – et je suis heureux de constater que tous les chefs d'État et de gouvernement ont fini par se rallier à ce point de vue – que nous ne saurions surmonter cette crise sans croissance durable.

43. C'est ainsi que le Pacte pour la croissance et l'emploi prévoit des investissements dans un certain nombre de grands projets d'infrastructure à travers une augmentation des moyens de la BEI. Le volume total s'élève à 120 milliards d'euros. Grâce à des investissements du secteur privé, effectués par le biais d'obligations de projets (« project bonds »), ce pacte devra également contribuer à assurer le financement de projets qui, autrement, n'auraient pas été réalisés au motif d'un risque trop important.

44. Voilà pour les défis à court terme auxquels la zone euro est confrontée depuis douze mois et les réponses et décisions visant à assurer sa stabilisation. S'il reste beaucoup à faire, on observe néanmoins, dans un grand nombre de cas, un retour de la confiance, ceux qui croyaient pouvoir gagner de l'argent en

spéculant sur l'effondrement de l'euro ayant dû admettre qu'ils s'étaient trompés.

Union économique et monétaire

45. Le président du Conseil européen devra présenter en décembre une feuille de route devant permettre de donner à l'union économique le même poids qu'à l'union monétaire. Lors du Conseil européen d'octobre, un rapport provisoire a été présenté ; ce rapport prévoit le développement de la zone euro sur quatre plans et, plus précisément, une union bancaire, une union budgétaire, une union économique et un renforcement de la légitimité démocratique.

46. Le projet d'union bancaire est celui des quatre volets où les progrès ont été les plus importants, et ce parce que les États membres ont fait de la création de ce mécanisme de contrôle européen unique une condition de la recapitalisation directe de banques par le MES, l'objectif étant de briser le cercle vicieux dette bancaire-dette publique.

47. L'union bancaire est l'un des plus importants éléments du renforcement de l'intégration économique. La simple coordination de systèmes nationaux de contrôle bancaire ne suffit plus à éviter que d'autres banques s'effondrent aux dépens du contribuable. Une telle situation n'est plus tolérable.

48. Pour cette raison, la Commission a proposé le 12 septembre un mécanisme européen unique de surveillance des établissements bancaires, mesure qui constitue un pas important vers la création d'une union bancaire. Le Conseil devrait trouver un accord avant la fin de l'année, de sorte que le nouveau mécanisme puisse devenir opérationnel.

49. Si le mécanisme accorde un rôle central à la BCE, les autorités de surveillance nationales n'en seront pas moins impliquées. En effet, il est difficilement possible de soumettre 6.000 banques européennes au contrôle direct d'une autorité européenne centrale. Dans un premier temps, la surveillance du secteur bancaire par la BCE devrait se limiter aux banques qui – du point de vue européen – ont une importance systémique. C'est à la BCE qu'incomberait alors la tâche de définir les principes généraux d'une surveillance bancaire, lesquels devraient être appliqués partout.

50. Quant à la surveillance sur le terrain, elle restera toujours de la compétence des autorités nationales de surveillance des banques. Ce sont également elles qui s'occuperont des procédures d'autorisation en cas de création d'une nouvelle banque. Néanmoins, l'autorité de surveillance européenne doit avoir le droit d'intervenir au cas où une autorité nationale ne serait pas à la hauteur de sa tâche.

51.À côté de la surveillance des établissements bancaires, l'union bancaire repose sur trois autres éléments qui font partie d'une union bancaire intégrée, à savoir une réglementation unique qui fixe les fonds propres des banques, une harmonisation des systèmes de garantie des dépôts et un cadre européen unique pour le redressement des banques qui devraient être liquidées.

52.Le Luxembourg est d'avis que ces quatre points doivent faire l'objet de décisions communes afin de pouvoir avancer de manière cohérente à l'intérieur d'un cadre clairement défini. Ce dossier qui, vu le rôle de la place financière dans notre économie, est d'une grande importance pour notre pays, contribuera à la renforcer, quand bien même les acteurs devront s'adapter à la nouvelle situation.

53.En ce qui concerne les projets d'union budgétaire et d'union économique, ils seront précisés en décembre dans le rapport de Monsieur Van Rompuy. Il est prévu que ces deux projets soient élaborés sur la base du cadre existant (*six-pack*, *two-pack*), afin de renforcer la discipline et la surveillance des États membres.

54.À mon avis, la réalisation d'une union budgétaire implique également, à long terme, la mutualisation de la dette des États européens sous une forme ou une autre, que ce soit par l'émission d'euro-obligations ou d'eurobills ou encore par la création d'un fonds d'amortissement de la dette. Je suis convaincu qu'il ne faut pas enterrer ces instruments : il se pourrait qu'on en ait besoin un jour.

55.Le Conseil européen qui se déroulera à la fin de l'année jettera les bases d'une nouvelle Union économique et monétaire complétée par une dimension bancaire, budgétaire et économique plus intégrée et bénéficiant d'une plus grande légitimité démocratique. Cette nouvelle Union économique et monétaire sera nécessairement entièrement différente de celle qui a vu le jour en 1999.

Cadre financier 2014 - 2020

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

56.Le monde entier peut se rendre compte que l'Europe veut et peut surmonter la crise et doter l'Union économique et monétaire de bases durables. Or, l'UE doit prouver qu'elle est également capable de s'attaquer à un autre dossier qui est d'une importance centrale pour la réalisation des politiques de l'Union, à savoir le cadre financier 2014-2020 de l'Union européenne.

57. La réunion extraordinaire du Conseil européen qui aura lieu la semaine prochaine devra prendre une décision unanime sur l'enveloppe financière pour la période 2014-2020. Une fois cette décision prise, celle-ci doit être approuvée par le Parlement européen, conformément au traité de Lisbonne. Or, à l'heure actuelle, rien n'est évident dans ce dossier.

La proposition de la Commission pour les années 2014 à 2020 prévoit un montant de 1.033 milliards d'euros, soit 1,08 % du RNB de l'UE. Bien que cette somme risque de paraître énorme, il faut rappeler que le budget de l'UE ne représente que 2 % environ de l'ensemble des dépenses publiques au sein de l'Union européenne.

58. Des négociations difficiles ont permis de constater l'existence de deux groupes d'États membres : d'une part les contributeurs nets, qui veulent réduire la proposition de la Commission d'au moins 100 milliards d'euros, et, de l'autre, les partisans de la politique de cohésion, qui, comprenant quatorze bénéficiaires nets, considèrent la proposition de la Commission comme un minimum.

59. Même si le Luxembourg est contributeur net pour environ 150 euros par habitant et par an, nous avons toujours refusé de nous rallier à la logique anticommunautaire du « juste retour » et nous n'avons rejoint aucun des deux camps. Pourquoi ? Eh bien, une telle démarche correspondrait à une approche de l'Union et,

surtout, de son budget, qui obéirait à la seule logique du compte de pertes et profits. Or pour nous, le budget communautaire est et restera l'expression de la solidarité entre les États membres tout en étant l'instrument indispensable pour financer les politiques communes et réaliser les ambitions de l'Union.

60.Parallèlement aux mesures de consolidation budgétaire au niveau national, il faut que le cadre financier pluriannuel fasse office de budget d'investissement au niveau européen afin de soutenir la croissance. Il sera appelé à compléter les efforts des États membres. Il faut que le cadre financier se concentre sur les éléments principaux définis dans le cadre de la stratégie de croissance Europe 2020.

61.Pour atteindre cet objectif, il faut que l'UE se donne les moyens nécessaires. Il faut se rappeler que le budget de l'UE, en tant que budget d'investissement, produit un important effet de levier étant donné que 94 % de ses crédits servent à stimuler la croissance économique et l'emploi, renforçant ainsi le rôle de l'Union en tant que *global player*.

62.Pour nous, le niveau proposé par la Commission en ce qui concerne les dépenses s'inscrivant dans le cadre financier reste réaliste pour que le budget européen soit capable d'assumer son rôle d'instrument crucial servant à relancer l'économie européenne.

63.N'oublions pas non plus que dépenses et recettes ne doivent pas être envisagées séparément. Il est impossible de trouver un accord définitif tant que ces deux volets n'auront pas été approuvés.

64.En ce qui concerne les fonds propres, le système actuel a perdu avec le temps sa transparence tout en devenant plus complexe et plus injuste. Il faut le réformer.

65.En prévoyant de nouvelles formes de fonds propres au niveau de l'Union ainsi qu'un système de rabais budgétaire transparent et limité dans le temps qui sera appelé à remplacer les mécanismes de correctionactuels, les propositions de la Commission offrent une perspective de réforme.

66.Le cadre financier est un instrument de croissance au niveau européen, et ce notamment en temps de crise. C'est pour cette raison qu'il est si important de trouver un accord la semaine prochaine. En fait, je regrette que la première proposition de compromis de la présidence cyprïote prévoie une baisse de 50 milliards d'euros du volume total. Ce n'est pas la voie à suivre pour soutenir l'économie européenne et redonner force à l'Union. Le Luxembourg ainsi que la majorité des États membres sont d'avis que la proposition de la Commission est réaliste, la proposition de la présidence soutenant ceux qui pensent qu'il faut encore réduire le budget global. Nous constatons d'ores et déjà que la Grande-Bretagne ainsi que d'autres se voient confirmés dans leur approche, ce qui les encouragera à demander sans

hésiter d'autres réductions. À mon avis, cette approche ne facilitera pas la recherche d'un accord lors du sommet européen de la semaine prochaine, et ce d'autant plus que le Parlement européen devra également donner son accord et qu'il n'entend pas accepter de réductions par rapport à la proposition de la Commission. Affaire à suivre...

Prix Nobel

67.L'Union européenne a permis à 500 millions de personnes de surmonter un passé déchiré et de vivre ensemble en paix et en prospérité, et ce dans un espace où la démocratie et le principe de l'État de droit occupent une place centrale et où les droits de l'homme et les principes de l'économie sociale de marché sont respectés.

68.Le prix Nobel qui a été décerné à l'UE le 12 octobre est une belle occasion de nous rappeler ce que nous avons réalisé et ce dont nous ne sommes peut-être pas toujours conscients. Le marché unique, la possibilité de voyager, de faire des études supérieures et de travailler, la liberté de circulation au sein de l'espace Schengen, la monnaie unique... sont autant de réalisations que nous considérons aujourd'hui comme normales.

69. Toutefois, ce prix nous invite à la vigilance et à la prudence. Au niveau de l'UE, certains développements des dernières années nous ont montré que ces réussites ne sont peut-être pas aussi irréversibles qu'on ne le croit.

70. Bien que reposant sur des raisons historiques, la décision du comité Nobel contient également un message pour l'avenir. Les réalisations du passé ne suffisent pas forcément à susciter chez les jeunes un enthousiasme durable pour l'Europe. Ils sont trop jeunes pour se souvenir de la violence et de la guerre qui ont ravagé l'Europe, ce qui, toutefois, ne les empêche pas de constater parfois la réapparition de vieux ressentiments et préjugés.

71. Ce manque d'intérêt pour l'Europe pourrait s'expliquer sans doute par le fait que pour les jeunes, la paix, la prospérité, la liberté de circulation et le respect du principe de l'État de droit sont devenus la normalité au point qu'ils ne voient pas forcément le lien entre ces progrès au niveau de la vie quotidienne et l'intégration européenne.

72. Ce prix Nobel devrait précisément nous encourager à nous engager pour l'Europe au quotidien. Dans ce contexte, il est très important de ne pas se concentrer uniquement sur l'économie. La crise de l'euro ne doit pas nous faire oublier que l'Union

européenne est bien plus qu'un espace économique commun. L'UE est le garant du principe de l'État de droit, de la justice sociale, de la démocratie et du respect des droits de l'homme. Je profite de l'occasion pour vous rappeler la nécessité absolue d'observer de près ce qui se passe et de réagir, notamment en cas de non-respect de ces principes par des pays membres de l'UE.

73. La Hongrie a une grande histoire en matière de liberté et d'engagement pour la démocratie, de même que la Roumanie d'ailleurs. Il ne faut pas qu'aujourd'hui, ces pays ou n'importe quel autre pays soient envahis par des tumeurs indignes de leur histoire.

Groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe

74. Comme vous le savez peut-être, j'étais membre d'un groupe de ministres des Affaires étrangères appelé Groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe. Créé à l'initiative du ministre allemand des Affaires étrangères, ce groupe avait pour objectif de réfléchir dans un cadre informel sur les possibilités concrètes de faire avancer le débat sur l'approfondissement de l'intégration européenne, notamment en matière de politique étrangère commune. Ce groupe, qui, cette année, s'est réuni cinq fois, entre mars et septembre, dans différentes capitales de l'UE, a présenté en septembre un rapport, document que nous avons d'ailleurs

présenté à Luxembourg, le 15 octobre, à tous nos collègues et à la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

75. Pendant l'ensemble du projet, nous avons discuté différentes pistes visant à renforcer la position de l'Union européenne dans le monde. Si l'Europe veut continuer à jouer un rôle actif sur le plan international, elle n'a pas d'autre choix que le renforcement de son engagement. Nous devons intensifier nos relations avec nos partenaires stratégiques en développant notamment le réseau diplomatique européen. Nous devons constamment essayer d'unir nos voix, malgré les différences qui nous séparent.

76. Nous devons avancer surtout au niveau de la politique étrangère et de sécurité commune, parce que nous avons déclaré que l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne devrait s'accompagner de la mise en place d'une politique étrangère non seulement plus cohérente, mais aussi plus efficace. Bien qu'il s'agisse d'un organe institutionnel récent, le Service européen pour l'action extérieure est déjà présent dans 140 pays, ce qui en fait le septième réseau diplomatique au monde. Nous devrions avoir la patience nécessaire pour permettre à ce service de devenir l'instrument indispensable qu'il devrait être. En même temps, la révision du Service européen d'action extérieure prévue pour 2013 pourrait permettre de faire le bilan de ses points forts et faiblesses et de nous consacrer aux prochaines étapes.

Méthode communautaire et cadre institutionnel unique

77. La manière dont sont résolus les problèmes au sein de l'UE doit continuer à reposer sur la méthode communautaire et non sur les principes intergouvernementaux. C'est la méthode communautaire qui a servi de base à la création de l'Union européenne et c'est elle qui distingue l'UE d'un grand nombre d'autres structures régionales en Asie, en Amérique latine ou en Afrique. En quoi consiste-t-elle ? La méthode communautaire implique la Commission qui, en tant que moteur de l'Union, dispose du droit d'initiative en matière législative et défend les intérêts communs. Elle implique également le Parlement européen et le Conseil, qui disposent tous les deux du pouvoir de décision. Enfin, elle implique la Cour de justice établie à Luxembourg, qui est responsable de l'interprétation du droit européen. Aussi ne faut-il pas que la Commission soit considérée comme le secrétariat du Conseil européen.

78. Dans ce contexte, je voudrais parler brièvement du partenariat franco-allemand. Ce n'est pas sans raison qu'on en parle souvent, car beaucoup dépend de lui. Parfois, on le déclare « incontournable ». Il est sans aucun doute un élément central des processus européens et ce – fait dont il ne faut pas faire mystère – malgré les différences énormes qui existent depuis longtemps entre la France et l'Allemagne. Ou peut-être en raison d'elles.

79. Ces différences sont d'une double nature : politico-historiques et économiques. En plus, comme les Luxembourgeois le savent très bien, les deux pays se caractérisent par deux mentalités différentes. Si, d'Adenauer et De Gaulle à Schröder et Chirac en passant par Schmidt et Giscard ou Kohl et Mitterrand, la relation franco-allemande a toujours été complexe, on n'en était pas moins conscient que la recherche du compromis était toujours une priorité.

80. L'histoire récente du couple franco-allemand a connu quelques années où les dirigeants suprêmes se comportaient devant les caméras comme s'il n'existait plus de divergences entre eux. Parfois, ce comportement superficiel et artificiel versait même dans le théâtral. À présent, après l'élection d'un nouveau président en France, la recherche d'une unité de vues entre les deux pays fait à nouveau l'objet d'efforts plus sincères.

81. Or c'est précisément ce débat ouvert, cette dialectique sur des questions fondamentales qui doivent alimenter le moteur du consensus européen là où tous les pays de l'UE doivent avoir la possibilité de participer aux décisions. L'UE ne peut pas être soumise à un diktat de la superficialité. Bien au contraire, un débat public basé sur les arguments et intérêts des participants est plus efficace pour trouver la bonne voie pour avancer.

82. Or, de mon point de vue modeste, je pense, qu'en cherchant cette voie, il ne faut pas commettre l'erreur de croire que trois ans

après l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, il faut à nouveau faire comme si des modifications fondamentales du traité permettraient de mieux avancer.

83.D'une part, il ne faut pas croire que des réformes institutionnelles permettent d'avancer sur le fond.

84.Le citoyen attend de l'UE qu'elle s'attaque aux problèmes concrets dans le domaine de l'emploi, de la protection de l'environnement, de l'énergie, de la politique de protection des consommateurs, etc. De ce point de vue, le traité de Lisbonne constitue un cadre idéal.

85.D'autre part, tout le monde sait que les transferts de compétences à Bruxelles ne sont pas populaires pour le moment, et ce notamment dans les pays fondateurs de l'UE.

86.Or, c'est là qu'il faut faire attention. Il ne faut pas grignoter l'essence même du principe de l'État de droit démocratique. Doter les commissaires de compétences qui leur permettent de faire basculer les budgets décidés par les Parlements nationaux relève d'idées et de projets peu réalistes qui, en plus, sont en contradiction radicale avec le point de vue de la cour suprême du plus grand pays membre de l'UE. Depuis des années, la cour de Karlsruhe défend régulièrement les compétences de souveraineté du Bundestag allemand. À mon avis, elle a raison de le faire.

87. Il ne faut pas qu'à force de se compliquer inutilement la vie au sein de l'UE, on contribue à l'agitation et à l'incertitude sur les marchés.

88. De même, l'idée selon laquelle un référendum devrait permettre de donner une fois pour toutes une nouvelle légitimation à l'UE est une arme à double tranchant. La démocratie parlementaire représentative avec tous ses rouages, loin d'être une construction défectueuse, est tout à fait en mesure de légitimer l'avenir de l'UE.

89. En répondant OUI ou NON, on peut décider clairement si un pays devrait rejoindre l'UE, toutefois, je doute qu'en répondant OUI ou NON, on puisse répondre à la question de la qualité de l'attitude qu'on a face à l'UE. En effet, je doute fort qu'au bout de dix ans d'efforts laborieux, on réussisse à susciter à nouveau l'enthousiasme des citoyens européens en leur proposant un nouveau traité.

90. Le traité de Lisbonne permet un grand nombre d'initiatives qu'il s'agit à présent de mettre en œuvre pleinement, de mettre « en musique ». En effet, si on ne fait pas attention, on risque de « surexciter » l'UE et de l'affaiblir énormément. C'est là un piège qu'il faut éviter.

Luxembourg – ville européenne

91. Un grand nombre d'institutions européennes ont leur siège à Luxembourg. Il va donc de soi que le pays fait tout pour offrir aux fonctionnaires européens des conditions de travail et une qualité de vie optimales.

92. Cette année a permis d'achever un des grands projets immobiliers. Depuis la réouverture du Centre de conférences à Kirchberg en avril 2012, ce dernier accueille les réunions du Conseil de ministres d'avril, de juin et d'octobre.

93. En ce qui concerne les nouveaux projets de construction appelés à garantir aujourd'hui et à l'avenir des conditions de travail normales aux fonctionnaires européens travaillant dans notre pays, je voudrais citer les deux projets plus importants prévus pour les années à venir : le nouveau bâtiment du Parlement européen, le bâtiment Konrad Adenauer II, et le nouveau complexe administratif de la Commission européenne, le bâtiment Jean Monnet II ; les travaux devraient commencer début 2013, au terme d'une période d'étude longue et complexe. Une fois ces bâtiments achevés, ils seront une confirmation optique de

l'importance du Luxembourg comme siège d'institutions européennes.

94. En ce qui concerne la nouvelle École européenne à Bertrange/Mamer (EE2), les travaux ont été terminés de manière à permettre l'ouverture de l'école pour la rentrée.

95. Un accord-cadre avec la Cour de justice de l'Union européenne portant sur le cinquième agrandissement du bâtiment judiciaire devrait être signé prochainement. Ce projet prouve une fois de plus la dynamique créée dans notre capitale par le développement de sa fonction de siège de la justice européenne, justice qui veille chaque jour à ce que les droits des citoyens découlant de la construction européenne soient effectivement respectés.

96. En plus, j'ai signé le 8 octobre avec le Mécanisme européen de stabilité l'accord relatif au siège de ce dernier, qui sera établi à Luxembourg.

97. En ce qui concerne le siège de ces institutions, l'État hôte doit en effet pratiquer une politique attractive permettant de garantir des conditions de vie optimales aux fonctionnaires européens établis à Luxembourg.

98. Le Ministère des Affaires étrangères est régulièrement en contact avec les institutions européennes et les représentants du personnel, de sorte que l'attractivité du site est garantie pour ces institutions, qui seront ainsi ancrées à Luxembourg par des liens encore plus étroits.

99. Permettez-moi d'aborder à présent les principaux aspects de notre engagement au-delà des frontières de l'UE.

Politique d'élargissement

100. Outre la Croatie, qui rejoindra l'Union européenne en juillet 2013, cinq autres pays sont candidats à l'adhésion : la Turquie, l'Islande, la Macédoine, le Monténégro et, depuis mars 2012, la Serbie.

101. Le Luxembourg s'est toujours engagé en faveur de l'élargissement de l'Union européenne. Nous sommes appelés à impliquer d'autres pays dans notre projet commun de paix. D'ailleurs, une telle démarche est également dans notre intérêt : il n'est pas nécessaire de vous rappeler les conséquences de la guerre des Balkans pour le reste du continent européen. Les pays des Balkans qui ont le statut de candidat à l'adhésion comptent sur cette chance afin de vivre en paix et en prospérité et dans le respect des principes démocratiques et de l'État de droit. Le

Luxembourg est d'avis qu'il ne faut pas décevoir leurs attentes. À condition bien sûr qu'ils remplissent les conditions nécessaires.

102. Lorsque le mois dernier, le 9 octobre 2012, nous avons l'occasion de discuter en détail sur l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne, vous vous êtes tous prononcés en faveur de cette adhésion. Et ce sans insister sur le fait que la Croatie doit continuer à faire d'importants efforts en matière d'État de droit.

103. De même, la nomination d'ambassadeurs luxembourgeois dans quelques pays des Balkans, avec résidence à Luxembourg, contribue à une plus grande visibilité du Grand-Duché dans ces pays tout en prouvant clairement notre engagement dans la région des Balkans et l'intérêt que nous y portons.

104. Dans le cadre du débat sur l'adhésion de la Croatie, nous avons également parlé des autres pays des Balkans, si bien que je me contenterai aujourd'hui de parler de la Serbie et du Kosovo ainsi que de la Turquie et de l'Islande.

105. Je le fais sans oublier le problème de la libéralisation des visas pour les États des Balkans. Cette libéralisation est appelée à favoriser les contacts directs entre les citoyens de l'UE et ceux des pays des Balkans. Elle entraîne également des obligations pour ceux qui en profitent. Cependant, le Luxembourg, à l'instar d'autres pays membres, est inquiet des abus dont fait l'objet cette politique au niveau de ses objectifs. On discute cette

problématique avec les pays concernés. En plus, on réfléchit sur la possibilité d'introduire une clause de sauvegarde en ce qui concerne les règlements concernés, clause qui pourrait être activée si nécessaire.

106. En ce qui concerne les négociations sur l'adhésion de la Turquie, elles ont été interrompues durant la présidence chypriote, et ce à cause de la question chypriote, qui n'est toujours pas résolue. Je regrette cette situation, toutefois, je suis confiant que la présidence irlandaise du premier semestre 2013 nous permettra de rouvrir l'un ou l'autre chapitre afin de relancer les négociations. Or, pour y parvenir, il faut qu'on fasse des efforts des deux côtés. Cela implique notamment que la Turquie mette en œuvre le protocole d'Ankara et poursuive le processus de réforme, comme l'a décidé la Commission en octobre, dans le cadre de son paquet relatif à l'élargissement.

107. Pour donner une nouvelle dynamique aux relations entre l'UE et la Turquie, on a introduit ce qu'on appelle l'agenda positif. Ce dernier prévoit un vaste dialogue sur des thèmes importants pour les deux parties, comme par exemple l'approvisionnement énergétique, l'immigration et la gestion des frontières avec des pays tiers. Ce dernier point prévoit également un dialogue sur la libéralisation à long terme des visas, dont la réalisation est toutefois soumise à certaines conditions, dont la signature et la mise en œuvre d'accords de rapatriement.

108. Nous ne pouvons pas nous permettre de voir un pays comme la Turquie, qui bénéficie d'une économie dynamique, d'une situation stratégique et d'un rôle crucial au niveau régional, tourner le dos à l'Union européenne.

109. En ce qui concerne l'Islande, qui a reçu en juin 2010 le statut de candidat, les négociations d'adhésion avancent bien. Ayant rejoint, il y a près de vingt ans, l'Espace économique européen, ce pays a d'ores et déjà adopté une grande partie de l'acquis communautaire. Bien sûr, il reste un certain nombre de questions, comme la pêche, où les négociations n'ont pas encore vraiment commencé. Dans ce dossier, le Luxembourg s'engagera en faveur d'une solution équilibrée, pour qu'une fois les négociations terminées, le peuple islandais approuve le projet. C'est là une décision qui incombe aux Islandais.

110. Venons-en maintenant à la Serbie, qui a depuis le mois de mai un nouveau président, à savoir Tomislav Nikolic, et, depuis l'été, un nouveau gouvernement. On se demandait à l'époque quelle serait, en matière d'élargissement, la situation en Serbie après les élections. Or, le nouveau gouvernement continue à s'engager en faveur de l'intégration européenne et s'efforce de pouvoir entamer les négociations d'adhésion après que le Conseil européen de mars 2012 a conféré au pays le statut de candidat. En même temps, la Serbie refuse toujours de reconnaître l'indépendance du Kosovo. L'UE doit poursuivre son engagement

afin de montrer à la Serbie que son avenir se situe en Europe et qu'il ne doit pas dépendre du sort d'un territoire historique. Aussi l'Union européenne poursuit-elle pleinement son engagement en faveur de ce processus, et ce avec le soutien de tous les autres acteurs importants comme l'a montré, il y a quelques jours, la visite de Catherine Ashton et de Hillary Clinton tant à Belgrade qu'à Pristina.

111. Le 7 novembre dernier, le deuxième round entre le Premier ministre de la Serbie et celui du Kosovo a eu lieu à Bruxelles. On ne peut que saluer la reprise du dialogue, même si aucune feuille de route n'a été fixée à ce jour.

112. Lundi prochain, nous élaborerons au sein du Conseil des ministres des Affaires étrangères des conclusions qui obligeront les deux parties à s'engager davantage dans l'intérêt des populations de Serbie et du Kosovo.

113. L'exemple du Kosovo permet d'illustrer parfaitement le caractère complexe et dynamique des pays des Balkans.

114. Après quatre années et demie d'« indépendance surveillée », le Groupe de pilotage international (*International Steering Group – ISG*) a autorisé l'indépendance complète du pays. En tant que membre du Groupe de pilotage, le Luxembourg a également accompagné le Kosovo pendant quatre années et demie. Actuellement, la construction de ce jeune Etat donne

toujours l'impression d'un gigantesque chantier. Toutefois, on constate des progrès, même si la situation reste précaire à bien des égards. Malgré la crise économique internationale, le Kosovo a connu une croissance économique supérieure à 4 % ; en même temps, on observe une nette consolidation de ses institutions.

115. Bien sûr, le Luxembourg ne se contente pas de soutenir le Kosovo sur le plan diplomatique. En effet, nous comptons également parmi les plus importants acteurs en ce qui concerne l'aide au développement accordée au Kosovo, et ce notamment dans le secteur de la santé, où l'aide financière du Grand-Duché est la plus importante en chiffres absolus.

116. En plus, nous nous engageons au niveau de la politique de sécurité de la communauté internationale. La crise de l'été 2011 devra nous rappeler qu'il s'agit là d'un aspect de la réalité qu'il ne faut pas négliger.

117. Je voudrais également attirer l'attention sur le rôle important joué par le contingent luxembourgeois, malgré sa taille modeste, dans le cadre de la mission KFOR de l'OTAN. En outre, notre pays soutient la mission EULEX de l'UE, laquelle sert à accompagner la mise en place au Kosovo d'autorités comme la police, la justice ou la douane.

118. À côté des pays ayant une perspective européenne, l'Union renforce ses relations avec les pays voisins par le biais de la Politique européenne de voisinage. Celle-ci comprend d'une part la coopération Europe-Méditerranée et, de l'autre, le Partenariat oriental, lequel concerne l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine.

Le Partenariat oriental a pour mission de rapprocher les pays concernés de l'acquis communautaire. Ce rapprochement permet au continent entier de réaliser des progrès en matière de démocratie, de prospérité et, partant, de sécurité et de stabilité, ce qui, à long terme, est également dans notre intérêt. Il faut tout faire pour éviter chez nos voisins immédiats des situations faisant naître des tensions politiques et sociales ou entraînant l'apparition de toutes sortes de trafics illégaux, dont la traite des êtres humains. Ces phénomènes ont des répercussions directes sur l'Union européenne dans son ensemble. Pour cette raison, on a lancé une coopération efficace avec les pays concernés, avec lesquels l'Union européenne entretient un échange d'expériences et de bonnes pratiques dans un grand nombre de domaines.

119. Il s'agit là d'une initiative importante pour le Luxembourg. En effet, nous sommes d'avis que son potentiel énorme constitue une valeur ajoutée réelle pour le continent. Nous continuerons à travailler à la réalisation des objectifs définis en 2009, lorsque l'initiative a été lancée. Toutefois, il ne s'agit pas de donner carte blanche à ces pays et de leur proposer un rapprochement de

l'Union sans contrepartie. Il faut que nos voisins orientaux remplissent leur partie du contrat. Ils doivent prouver leur ouverture aux valeurs qui sont à la base de la construction européenne et mettre en œuvre des réformes dans des domaines clés comme la démocratie, le principe de l'État de droit ou la bonne gouvernance avant d'avoir droit à une aide matérielle plus importante ou pouvoir bénéficier d'une ouverture sur le marché européen.

120. Je voudrais également profiter de l'occasion pour donner quelques exemples concrets de ce que notre pays fait pour soutenir ses voisins, qu'il s'agisse de pays candidats à l'adhésion ou non.

121. Outre les formations que nous proposons dans le domaine des finances, de l'aviation civile, du droit européen et de l'administration publique, nous avons identifié au cours des dernières années différentes possibilités de coopération prometteuses. Ces projets, qui essaient toujours de répondre à un besoin économique ou administratif donné du pays en question, portent sur des domaines que le Luxembourg connaît bien et où il dispose d'un savoir-faire spécifique. Dans ces domaines, les acteurs luxembourgeois sont non seulement en mesure d'offrir des services constituant une valeur ajoutée réelle pour le pays, mais ils ont en plus l'occasion de présenter leur savoir-faire et d'établir des contacts intéressants.

122. C'est par exemple le cas du partenariat avec l'université privée Universiapolis à Agadir au Maroc, que nous avons lancé en collaboration avec le Centre de Recherche Public Henri Tudor. Nous avons aidé l'université à créer son centre de recherche sur le modèle du centre Henri Tudor, c'est-à-dire basé sur la recherche appliquée. Cette coopération a pour objectif non seulement de créer des relations durables dans le domaine de la recherche et de la formation, mais encore de promouvoir – à travers un rapprochement de la science et de l'industrie – la coopération entre les acteurs économiques marocains et luxembourgeois.

123. Autre exemple, la coopération entre la Bourse de Luxembourg et celles du Monténégro et de la Serbie avait pour objectif de permettre aux bourses de ces deux pays de répondre aux défis du marché tout en renforçant les relations entre les acteurs économiques des trois pays. En ce qui concerne la coopération avec l'office statistique du Monténégro, l'objectif était de l'aider à intégrer l'acquis communautaire dans ses activités.

124. Contribuant non seulement à renforcer les relations économiques et amicales entre le Luxembourg et les pays qui bénéficient de ces aides, ces projets montrent en plus que des moyens limités n'en permettent pas moins d'établir une

coopération stratégique durable. Ce sont les mêmes objectifs qui président au financement de bourses accordées aux étudiants.

Politique commerciale

125. L'adhésion de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce est un exemple qui permet de comprendre pourquoi le Luxembourg s'est toujours engagé en faveur d'un système commercial multilatéral. En effet, dans son accord d'adhésion, la Russie a accepté une série d'engagements qui l'aident à poursuivre l'ouverture de son système commercial et contribuent à accélérer son intégration dans l'économie mondiale. L'accord prévoit un cadre transparent et prévisible pour le commerce et les investissements étrangers tout en permettant de préparer le terrain pour régler les divergences existantes à Genève et de dépolitiser ainsi, à l'avenir, les conflits commerciaux. Un partenaire important du Luxembourg se trouve ainsi obligé de respecter des normes multilatérales.

126. Après une période de stagnation dans ce dossier, l'Union européenne a poursuivi les négociations l'année passée, ce qui lui a permis de conclure des accords commerciaux bilatéraux. En plus, on a récemment conclu un accord de libre-échange avec la Colombie et le Pérou ainsi qu'avec l'Amérique centrale, et ce sur le modèle de l'accord de libre-échange avec la Corée du Sud, que la Chambre des Députés discutera demain. Loin de se limiter aux

questions commerciales, ces accords cherchent également à profiter du poids économique de l'UE pour défendre les droits des ouvriers et le développement durable. Des accords similaires sont en cours de négociation avec le Canada, l'Inde, Singapour et la Malaisie. Des négociations sont également en cours entre la Commission européenne et des pays voisins, notamment orientaux (Moldavie, Géorgie, Arménie) et, prochainement, méridionaux (Maroc, Tunisie, Jordanie). L'Union poursuit également ses efforts dans le domaine des accords de partenariat économique asymétriques avec des groupes régionaux d'Afrique. Ces accords permettent aux États concernés de conserver leur accès privilégié à nos marchés tout en stimulant la solidarité que l'Union, vu son rôle historique dans ces régions, y pratique.

127. Des négociations de libre-échange avec le Japon et les États-Unis portant sur la création d'une zone de libre-échange sont également envisageables à l'avenir. Une telle zone impliquant ces deux partenaires importants changerait complètement les fondements du commerce international tout en permettant à nos entreprises, qui, au sein de l'UE, bénéficient d'ores et déjà d'une position concurrentielle favorable, d'accéder à des marchés tiers lucratifs. À moyen terme, un programme ambitieux au niveau du commerce pourrait permettre une augmentation de 2 % de la croissance mondiale, entraînant la création de plus de deux millions d'emplois. Notre économie dépend elle aussi plus que jamais des exportations et du renforcement des relations commerciales avec des pays tiers non

membres de l'UE. Toutefois, il faut que l'UE pèse de tout son poids pour persuader nos partenaires tiers de conclure de tels accords avec nous, accords qui doivent être conclus dans un esprit de réciprocité, en comportant des avantages pour les deux parties.

128. Nous poursuivons cette diplomatie économique aussi sur le plan bilatéral via notre réseau d'ambassades. Partout dans le monde, le protectionnisme gagne du terrain, de sorte qu'il est tout à fait justifié de soutenir nos entreprises politiquement. L'ouverture de nouvelles ambassades, à Abu Dhabi ou à Ankara, montre dans quelle mesure notre présence sur place permet de soutenir le développement de nos entreprises à l'étranger.

129. Économie dynamique, économie en croissance, membre du G20 et candidat à l'adhésion à l'UE, la Turquie, bien que voisine de l'Union européenne, a longtemps été négligée par les entreprises luxembourgeoises, qui se sont intéressées à des pays plus lointains. Certes, son centre financier international a valu au Luxembourg une certaine notoriété en Turquie, notoriété qui peut en plus être renforcée par des missions commerciales périodiques, toutefois ces mesures ne permettent pas d'assurer un suivi sur place.

130. En effet, une représentation sur place permet des mesures de promotion plus efficaces à travers des contacts réguliers avec

des représentants du monde politique et économique, des visites d'entreprises et l'organisation de séminaires dans différentes villes, des contacts avec la presse économique, l'envoi de bulletins. Grâce à un échange d'informations plus poussé, les atouts souvent méconnus de notre pays devront être communiqués plus efficacement ; en même temps, il faudra mettre en place des réseaux de relations permettant d'établir de nouveaux contacts économiques et commerciaux. Il s'agit là bien sûr d'un processus qui prendra du temps et dont les fruits ne sont pas tout de suite perceptibles.

131. Toutefois, un an seulement après que j'ai inauguré l'ambassade à Ankara, on a constaté les premiers résultats, notamment dans le domaine des transports et de la logistique. Des négociations entre les autorités de l'aviation civile ont abouti à la conclusion d'un mémorandum qui a permis de consolider les relations entre les deux pays dans le domaine de la circulation aérienne. Les contacts avec la compagnie aérienne Turkish Airlines ont abouti à l'annonce de la création, l'année prochaine, d'une liaison aérienne directe entre Istanbul et Luxembourg. Une liaison ferroviaire entre Bettembourg et Trieste assurée par CFL Cargo et CFL Multimodal en partenariat avec une importante entreprise logistique turque permet le transport de marchandises entre la Turquie et le Luxembourg. Exportant une grande partie de ses marchandises dans les pays de l'Union européenne, la Turquie nous offre des perspectives intéressantes dans le domaine de la logistique, notamment au niveau des transports ferroviaire et

aérien. Il est encourageant de constater qu'un nombre croissant d'entreprises turques s'adressent à l'ambassade afin de s'informer sur les conditions d'établissement au Luxembourg.

132. L'obligation de visa des citoyens turcs est perçue par le monde des affaires comme une contrainte constituant un obstacle aux échanges. De ce point de vue, les services consulaires proposés par notre ambassade ont un impact positif direct sur les relations économiques.

133. Un an après son ouverture, les différentes activités menées par l'ambassade dans le domaine économique ont permis à celle-ci de fournir une première contribution à la diversification de l'économie luxembourgeoise.

134. C'est avec le même élan que l'ambassade à Abu Dhabi, qui a été inaugurée à l'automne dernier, remplit ses missions. Outre la coordination de différentes missions économiques et financières dans la région, l'établissement de contacts durables avec les milieux économiques du pays et la promotion du Luxembourg comme accès au marché européen ont permis d'intensifier les relations avec cette région, ce qui nous permet de mieux défendre les intérêts de notre économie ainsi que nos priorités politiques.

135. Les premières mesures visant à renforcer la visibilité et la renommée du Luxembourg en tant que plaque tournante de

différents produits et services ont été prises dès 2011/2012. J'ai constaté que le Luxembourg bénéficie depuis quelques années d'une notoriété croissante auprès des acteurs locaux. Dans ce contexte, la participation du Luxembourg à différentes manifestations et foires joue un rôle non négligeable dans la promotion et dans l'amélioration de la perception de notre pays. Ces mesures nous permettront de renforcer davantage notre collaboration avec les pays de cette région dans les domaines économiques importants pour le Luxembourg, comme les finances, les télécommunications, l'énergie, la recherche ou les projets d'infrastructure pour n'en citer que quelques-uns.

136. Toutefois, l'intérêt que nous portons à cette région ne se limite pas aux relations économiques. Permettez-moi d'exprimer dans ce contexte quelques réflexions d'ordre politique.

Printemps arabe et Moyen-Orient

137. Un an et demi après le début du printemps arabe, son bilan est plutôt mitigé. La volonté des populations arabes d'obtenir le respect de leur dignité et leur inclusion politique a entraîné d'importants changements. Nous avons soutenu ces efforts et nous continuerons à les soutenir conformément à notre engagement international en faveur du respect du principe de l'État de droit, des valeurs démocratiques et de la justice sociale.

138. Cette année, j'ai eu l'honneur d'effectuer des visites en Tunisie, au Maroc, en Arabie saoudite, en Oman et à l'Organisation de coopération islamique à Jeddah. Ces visites constituent la preuve tant de notre engagement que de l'importance que nous attachons au dialogue avec tous les acteurs de cette région.

139. La Tunisie et l'Égypte ont assisté à l'organisation d'élections et à la nomination d'un gouvernement. Nous sommes très attentifs aux efforts en vue de l'élaboration d'une constitution et aux débats y relatifs, efforts qui, comme nous le savons tous, prendront du temps.

140. Du point de vue géographique, nous considérons ces pays méridionaux comme nos voisins, voisinage qui implique des échanges intenses à tous les niveaux. Or, nous constatons malheureusement une méfiance et une incompréhension réciproques croissantes.

141. Cette méfiance se manifeste de plus en plus souvent à travers des actes provocateurs et la violence. Or le respect de l'autre, de sa foi et de ses libertés, y compris celle de ne pas avoir de foi, est un élément fondamental de notre échange qui, dans un monde aux interdépendances croissantes, ne cesse de s'intensifier. Dans ce contexte, je voudrais insister sur le fait que la sécurité des institutions diplomatiques est un élément important du droit international, qui doit être respecté et garanti partout.

142. Le développement économique constitue une nécessité vitale pour les pays de cette région. L'absence de perspectives, notamment chez les jeunes, freine énormément le développement politique et social de ces pays.

143. Je suis néanmoins heureux de voir s'esquisser, de la part de l'Union européenne, une politique globale et cohérente dont nous espérons qu'elle permettra de surmonter ces difficultés. Tout un éventail de mesures d'aide économique en faveur des pays en transition a été élaboré. Elles devront fonctionner selon le principe *more for more* : plus on effectuera des réformes et progrès, plus on bénéficiera de ressources et de soutien de la part de l'UE. Cette nouvelle Politique européenne de voisinage est basée sur le principe des trois *M*, à savoir *money*, *markets*, *mobility*.

144. En ce qui concerne l'aide financière (*money*), le programme SPRING, qui porte sur un montant de 350 millions d'euros, a été adopté en septembre 2011. Ces fonds supplémentaires sont destinés aux partenaires méridionaux. Quant à l'enveloppe de l'instrument financier destiné aux voisins méridionaux et orientaux, l'Instrument européen de voisinage (*European Neighbourhood Instrument – ENI*), elle devrait être augmentée pour la période 2014-2020.

145. En même temps, il faut essayer de créer un développement économique autonome qui, à l'avenir, n'aura plus besoin d'aide étrangère. Aussi l'accès au marché européen (*markets*) est-il l'une des principales revendications de nos partenaires méridionaux. Des « accords de libre-échange profonds et complets » sont en cours de négociation avec le Maroc, la Tunisie et la Jordanie. Le Luxembourg soutient ces initiatives.

146. Enfin, on a décidé en juin de discuter d'un « partenariat pour la mobilité » (*mobility*) avec le Maroc, la Tunisie et l'Égypte. Ces partenariats devraient aboutir à des accords de simplification en matière de visas/de réadmission, en vue de trouver une solution commune aux problèmes de migration.

Syrie

147. En ce qui concerne la Syrie, nous regrettons le double veto de la Russie et de la Chine au CSNU. Il faut que le CSNU soit en mesure d'assumer son rôle de garant de paix et de sécurité. Il s'agit du seul instrument à la disposition de la communauté internationale qui ait cette autorité. L'envoyé spécial de l'ONU Lakhdar Brahimi bénéficie de notre entier soutien parce qu'il agit en continuité avec la ligne adoptée par Monsieur Koffi Annan.

148. Conjointement avec les « Amis du peuple syrien », qui participent au processus, nous avons invité l'opposition à s'unir et

à mettre en place une plate-forme commune qui représente l'ensemble des Syriens. Un premier succès a été obtenu le 11 novembre. Une conférence, qui a eu lieu à Doha il y a quelques jours, a été suivie de la création de la Coalition nationale syrienne (*Syrian National Coalition*). C'est là une étape décisive dans la formation d'une opposition inclusive et représentative au sein du peuple syrien. Nous espérons qu'elle sera en mesure de conduire la Syrie vers un avenir démocratique où tous les Syriens vivent en paix. Lors de la réunion ministérielle UE/Ligue arabe qui s'est tenue hier au Caire, ce fut le seul point positif en ce qui concerne la Syrie.

149. L'UE a pris un certain nombre de sanctions sévères contre la Syrie. Ces mesures visent le régime syrien et ses membres, et non la population, dont nous voyons la misère tous les jours. L'aide humanitaire luxembourgeoise accordée dans ce contexte s'élève à 1,181 millions d'euros. En plus, le Luxembourg a livré du matériel médical en Jordanie, où il sera utilisé dans les camps de réfugiés syriens.

150. Nous sommes horrifiés par ce qui se passe en Syrie. Au niveau de l'Union européenne et notamment à la demande de nos partenaires du Benelux, nous avons plaidé pour la protection de l'aide médicale et humanitaire en Syrie, c'est-à-dire la protection des hôpitaux et d'autres infrastructures médicales. Il faut que tout Syrien qui en a besoin ait accès aux soins médicaux indépendamment de son appartenance religieuse ou politique.

151. Personne ne sait quand cette terrible épreuve que traverse le peuple syrien sera terminée.
152. La semaine passée, 11.000 réfugiés ont quitté la Syrie en un seul jour. La Turquie, la Jordanie, mais aussi le Liban et l'Iraq doivent s'occuper de dizaines de milliers de réfugiés. Dans la plupart des cas, il s'agit de femmes et d'enfants. Les hommes participent à la guerre civile. Il faut penser aux conséquences psychiques dans cette situation où la haine et la brutalité ne demeurent pas sans effet.
153. Si les sanctions que l'UE a décidées contre la Syrie avaient été prises au niveau de l'ONU, le régime aurait été exposé à une pression bien plus importante. L'imposition d'un embargo général sur les armes pour l'ensemble des parties aurait suffi à empêcher toute activité militaire. Il est impossible de mettre fin à cette guerre civile par une intervention militaire. L'UE et ses États membres en sont conscients. Le seul espoir est de lancer une nouvelle tentative au sein du Conseil de sécurité sur la base de l'acquis de la conférence de Genève du 30 juin 2012 afin de relancer l'idée d'un gouvernement de transition. Hier, au Caire, l'envoyé spécial Lakhdar Brahimi a plaidé pour cette solution.

Iran

154. La situation en Iran continue également à préoccuper la communauté internationale. L'AIEA se montre clairement inquiète de la « dimension éventuellement militaire » du programme nucléaire iranien. Sur ce point, nous partageons bien sûr le point de vue de nos partenaires européens. Nous soutenons le processus du groupe des E3+3, lequel poursuit une double approche consistant d'une part à faire pression sur le régime à travers des sanctions et, de l'autre, à proposer de négocier sur l'établissement de relations politiques et économiques pour le cas où l'Iran coopérerait avec l'AIEA. L'UE a pris un certain nombre de sanctions extrêmement complexes et efficaces qui visent le régime et les membres du régime. Il s'ensuit une pression croissante sur le régime, de sorte que ces sanctions devraient contraindre Téhéran à réviser ses conceptions.

155. Nous continuons à miser sur la diplomatie. La question du programme nucléaire iranien ne peut être résolue que pacifiquement, c'est-à-dire par la diplomatie. Une intervention militaire, régulièrement envisagée par certains, aurait des conséquences incalculables pour la région dans son ensemble.

156. L'Iran, il faut le répéter, a, comme tout autre pays, le droit de réaliser des projets dans le domaine de l'énergie nucléaire civile. La seule condition est de coopérer avec l'AIEA.

157. En fait, l'UE devrait s'engager encore davantage en faveur d'un Proche-Orient et d'un Moyen-Orient non nucléaires. C'est la seule possibilité de garantir, à moyen terme, la fin des efforts d'armement nucléaire.

158. Permettez-moi de souligner clairement que l'Iran, en tant que pays membre de l'ONU, doit respecter tous les autres États membres, y compris Israël. Il faut condamner sans réserve les déclarations bruyantes du président, qui remet régulièrement en question l'holocauste ou le droit à l'existence d'Israël. C'est là un comportement qui compromet dans une très large mesure la paix et la stabilité dans l'ensemble de la région, nuisant ainsi énormément à la cause palestinienne.

159. En plus, il faut condamner le mépris systématique des droits de l'homme dont fait preuve le régime de Téhéran. L'Iran est un grand pays et la civilisation doit beaucoup à son histoire. Nous espérons que le pays renouera avec ce passé.

Processus de paix

160. Je ne peux clôturer ce chapitre sans présenter la situation sérieuse que connaît actuellement le processus dit de paix au Moyen-Orient.

161. Les valeurs humaines, les droits de l'homme et la dignité sont autant de concepts indivisibles dont la validité ne doit pas se

limiter à certains groupes. En tant qu'UE, nous exigeons que ces valeurs soient respectées dans tous les discours et débats.

162. Le règlement du conflit israélo-palestinien est l'une des grandes clés de la paix mondiale.

163. L'histoire de l'Europe nous oblige à nous engager pour le bien et la sécurité de l'État d'Israël et du peuple israélien. Toutefois, l'attitude de l'Europe en matière de droits de l'homme nous oblige à nous engager également pour le bien et la dignité de tout peuple, y compris du peuple palestinien.

164. Or, les leçons que nous tirons de l'histoire et notre attitude en matière de droits de l'homme ne sauraient être contradictoires. Pour cette raison, nous devrions, en tant qu'Européens, être plus cohérents dans notre approche.

165. On ne peut pas accepter tout simplement la politique de colonisation de l'actuel gouvernement israélien. Il s'agit d'une politique provocante et offensante. Le nombre de colons en Cisjordanie connaît une croissance plus importante que la population palestinienne. Le nombre des actes de violence de la part des colons augmente dramatiquement, à savoir plus de 32 % l'année dernière. Les responsables de la violence ne sont ni poursuivis ni punis. Accaparer des zones constructibles appartenant à autrui est contraire à tous les principes du droit international et aux accords d'Oslo. Cela vaut pour le droit tant national qu'international.

166. Au cas où cette politique serait poursuivie pendant un certain temps, une solution à deux États serait physiquement impossible. Le gouvernement israélien pratique et continue à pratiquer une politique qui étouffe dans l'œuf tout espoir de négociations.
167. Or, tant qu'il n'existe pas d'État aux frontières définitives, celles de 1967, le peuple palestinien n'aura pas de pays souverain et libre et Israël ne pourra vivre en sécurité. Un État palestinien, loin d'être un cadeau fait à la Palestine, est la pierre angulaire de la paix au Proche-Orient.
168. Il est presque certain que l'Assemblée générale des Nations unies à New York votera avant la fin du mois sur une résolution prévoyant la possibilité d'accorder aux Palestiniens le statut d'État observateur. Lors de ce vote, il faut que l'UE fasse un effort. Si, comme par le passé, un tiers vote NON, un tiers vote OUI et un tiers s'abstient, notre place mondiale en matière de politique étrangère ne dépassera pas la 3^e division.
169. C'est pourquoi je plaide pour que notre vote reflète nos valeurs et que les Palestiniens aient droit à un renforcement du moins symbolique de leur statut au sein de l'ONU. Voter NON empêche la réalisation de cet objectif, alors que les abstentions limitent les possibilités. Le Luxembourg votera pour l'octroi aux Palestiniens du statut d'État observateur à l'ONU.

170. Au sein de l'UE, nous continuerons à nous concentrer sur les conditions de vie concrètes, sur place, des Palestiniens. Nous condamnons le recours, par la police israélienne, à la pratique inadmissible de la détention administrative et de la détention de mineurs en Cisjordanie. Les activités économiques des Palestiniens sont gênées par l'occupation israélienne, et ce notamment dans les zones qui restent sous contrôle civil et militaire israélien. Malgré les efforts d'un certain nombre de donateurs, dont le Luxembourg, la situation financière de l'Autorité palestinienne reste précaire. Il faut que les transferts de recettes fiscales des autorités israéliennes aux autorités palestiniennes soient organisés conformément aux accords actuels.

171. En même temps, nous condamnons, sans accepter d'excuses, les tirs de roquettes sur Israël depuis Gaza, en soulignant qu'en présence de tels actes, il est impossible de garantir la paix.

Afrique subsaharienne

172. Le continent africain est un continent d'avenir, un continent au potentiel énorme, où les principes démocratiques se consolident peu à peu, bien que l'instabilité politique reste une réalité. Néanmoins, on fait des progrès en matière de démocratie. Elle se développe en Afrique subsaharienne, comme en

témoignent les changements de gouvernement intervenus au Sénégal et en Zambie ainsi que les récents changements au niveau de l'équipe dirigeante du Malawi, du Ghana et de l'Éthiopie. Les récents développements dans la Corne de l'Afrique, notamment en Somalie et au Soudan, sont également des signes plutôt positifs et permettent d'espérer un avenir plus serein. Bien sûr, il faut rester vigilant, d'autres exemples, comme le Mali, la République démocratique du Congo et la Guinée-Bissau, nous rappellent que la situation est instable et que la démocratie est loin d'être solidement ancrée dans ces régions.

173. Au cours des dernières années, nous avons fait des efforts continus pour renforcer et diversifier nos relations traditionnelles avec cette région. Vu que nous sommes conscients que la communauté internationale ne peut rester indifférente face à des situations de crise ou des situations fragiles, nous voulons profiter de notre présence au Conseil de sécurité des Nations unies – lequel est souvent saisi de questions concernant cette région – pour contribuer à la résolution de ces crises et à la consolidation de la paix, et ce en mettant l'accent sur la défense de la démocratie, du principe de l'État de droit et des droits de l'homme.

174. En ce qui concerne la Corne de l'Afrique, s'il faut rester sur le qui-vive, il n'y en a pas moins lieu de se réjouir de l'amélioration de la situation en Somalie. On assiste à la création de nouvelles

institutions étatiques. La Somalie a saisi l'occasion qui lui était offerte. L'aide de la communauté internationale est essentielle en vue de la stabilisation de la Somalie, à laquelle le Luxembourg contribue de différentes manières. Sur le plan politique, mais aussi sur le plan de la sécurité et de l'aide humanitaire. J'ai participé à deux conférences internationales sur la Somalie, dont la première s'est tenue à Londres et la seconde à Istanbul, et nous avons mis à la disposition du fonds des Nations unies un montant de 750.000 € à titre d'aide aux institutions de sécurité transitoires. Dans le domaine de la sécurité, le Luxembourg s'est engagé dans le cadre de la Mission militaire de l'Union européenne visant à contribuer à la formation des forces de sécurité somaliennes (EUTM Somalia). En plus, on apprécie particulièrement la contribution que nous fournissons dans le cadre de la lutte contre la piraterie dans l'océan Indien. Dans le cadre de l'opération navale de l'Union européenne EU NAVFOR ATALANTA, nous assurons la mise à disposition de deux avions de surveillance. En ce qui concerne l'aide humanitaire, des contributions substantielles ont été fournies dans le cadre de la coopération au développement. Il est important que nous poursuivions notre engagement en faveur de la Somalie afin de consolider une situation qui permette de sortir de la crise.

175. À côté de ces développements dans l'ensemble positifs dans cette région de l'Afrique, on constate malheureusement une évolution moins favorable au Sahel. Le Sahel se voit confronté à des risques nombreux et réels, qui ont été renforcés par la crise

libyenne et qui, depuis le putsch au Mali du 22 mars, sont devenus réalité dans ce pays. C'est une crise qui nous touche vraiment. D'une part parce que le Mali, en tant que pays partenaire de la coopération luxembourgeoise, nous tient à cœur et que nous entretenons depuis des années des relations étroites avec cet État. D'autre part parce que la situation au Mali comporte des risques pour l'ensemble de la région du Sahel et notamment pour les pays voisins que sont le Niger et le Burkina Faso, pays avec lesquels nous entretenons également des relations spécifiques. En plus, la déstabilisation du Sahel et l'influence croissante des groupements terroristes constituent des risques pour la paix et la sécurité internationale.

176. Il faut soutenir le processus de transition au Mali. La constitution d'un gouvernement d'unité nationale est une étape importante pour réussir cette transition. La prochaine étape importante est celle de la définition d'une feuille de route crédible. Il est important que les pays de cette région, qui bénéficient du soutien de la CEDEAO, de l'Union africaine, des Nations unies, et notamment du Conseil de sécurité, ainsi que de l'Union européenne, poursuivent leurs efforts en vue de proposer des réponses cohérentes. Dans ce contexte, je salue l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies de la résolution 2071, qui, je l'espère, marquera une étape importante dans la résolution de la crise.

177. L'UE est prête à améliorer l'efficacité opérationnelle des forces armées au Mali. La formation de l'armée constitue l'objectif principal. Il faut rétablir l'unité du Mali, toutefois, il faut avant tout mettre fin aux actes de barbarie commis systématiquement dans le nord du pays.

178. Les populations qui ne peuvent pas quitter le nord sont en proie à une violence permanente. Cette situation ne peut continuer et le Conseil de sécurité a eu raison de prendre ses responsabilités.

179. Permettez-moi de souligner dans ce contexte que le Luxembourg participe à la mission EUCAP SAHEL NIGER de l'Union européenne, laquelle a pour objectif d'aider le Niger à développer les capacités des forces de sécurité. La mission est prête à commencer ses activités. Les travaux préliminaires sont presque terminés.

RDC

180. Un mot sur la République démocratique du Congo. J'ai assisté il y a peu au Sommet de la francophonie à Kinshasa. La dégradation de la situation dans le domaine humanitaire et celui de la sécurité dans l'est de la RDC était l'un des thèmes principaux. C'est une situation préoccupante. Seule une solution politique, reposant sur le dialogue entre la RDC et le Rwanda, est

viable à long terme. Je suis certain que ce sera là un des thèmes principaux lorsque le Luxembourg siègera au Conseil de sécurité. Nous ferons tout notre possible pour contribuer à une amélioration de la situation. Permettez-moi de mentionner la nomination récente d'un Luxembourgeois, le colonel Jean-Louis Nurenberg, à la tête de la mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité (EUSEC RD Congo), mission lancée par le Conseil le 8 juin 2005 sous la présidence luxembourgeoise.

États-Unis d'Amérique

181. Nos relations transatlantiques sont un élément central des relations que nous entretenons avec nos partenaires stratégiques. Les liens très étroits qui nous unissent aux USA sont non seulement d'ordre historique, mais concernent aussi et surtout les valeurs et visions communes que les Européens doivent, plus que jamais, défendre conjointement avec le peuple américain. Dans ce contexte, nous sommes heureux de la réélection, il y a quelques jours, du président Obama et nous espérons que son deuxième mandat lui laissera une marge de manœuvre plus importante dans certains domaines, notamment en ce qui concerne le processus de paix au Proche-Orient et la non-prolifération des armes de destruction massive. Le Luxembourg continuera à s'engager en faveur d'une coopération très étroite avec notre partenaire transatlantique et je voudrais profiter de l'occasion pour exprimer

un grand merci à la ministre américaine des Affaires étrangères, Madame Hillary Clinton, pour cette coopération dans un esprit de compréhension mutuelle et son attitude dans l'ensemble positive vis-à-vis de l'Union européenne.

Chine

182. Un autre partenaire stratégique, dont l'importance n'a cessé de croître au cours des dernières années, est bien sûr la Chine. Nous sommes particulièrement heureux de célébrer, le 16 novembre, le 40^e anniversaire des relations diplomatiques avec ce grand pays. Cet anniversaire illustre tant la stabilité de nos relations que la force de la confiance réciproque qui nous unit au peuple chinois. L'importance économique, politique et militaire de cet acteur continuera à réclamer toute notre attention au cours des prochaines années et nous nous engageons à continuer à approfondir ces relations.

Russie

183. Un autre partenaire stratégique est bien sûr la Russie. Ces dernières années, on a pu constater toute une série de progrès importants au niveau de nos relations économiques, lesquelles connaissent une évolution très favorable. Sur le plan politique, nous entretenons de très bonnes relations. Des contacts au plus haut niveau sont réguliers. Une visite d'État prévue pour début 2013 est en cours de préparation.

Afghanistan

184. Après la conférence de Bonn et le sommet de l'OTAN de Chicago, la communauté internationale s'est engagée dans un processus qui devrait permettre aux Afghans d'être prêts d'ici à 2014 à assumer eux-mêmes leurs responsabilités en matière de sécurité.

185. Ce processus sera long et jalonné de défis, toutefois, la communauté internationale sera là pour accompagner le gouvernement et le peuple afghans et les aider à préparer un avenir meilleur.

186. Nous poursuivrons nos efforts pour rétablir et préserver, avec les Afghans et la communauté internationale, la stabilité du pays et créer avec l'Afghanistan un partenariat à long terme dans tous les domaines.

Myanmar

187. Les développements que nous observons au Myanmar depuis les élections de novembre 2010 nous ont tous surpris. Sur le plan tant national qu'eupéen nous avons, dès le début, encouragé ce pays à poursuivre les réformes et nous espérons qu'on ne reviendra pas sur les acquis.

188. En signe de reconnaissance des progrès réalisés, je me suis rendu au Myanmar afin d'engager une nouvelle étape dans la construction de nos relations réciproques. Fin juillet 2012, les relations diplomatiques ont été officiellement établies entre le Luxembourg et le Myanmar.

189. Aujourd'hui, le Myanmar reste confronté à un grand nombre de défis, dont celui des relations avec les minorités ethniques. Nous sommes d'avis qu'il faut soutenir le pays dans la nouvelle voie dans laquelle il vient de s'engager.

Monsieur le Président,

Sécurité collective et désarmement

190. Participant à différentes opérations de l'OTAN, le Luxembourg est fermement convaincu de la nécessité de garantir la sécurité collective des alliés et de la communauté internationale.

191. Nous continuons à soutenir les initiatives en faveur du désarmement ou de la limitation des armements. Cet engagement dynamique est motivé par la volonté de vivre dans un monde plus sûr, où il y a moins d'armes.

192. Le Luxembourg ne se laisse pas décourager par des blocages tels qu'on en constate au niveau de la Conférence du désarmement ou du Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires (TICE/CTBT). Nous continuerons à nous engager pour l'entrée en vigueur de ces éléments clés des régimes de désarmement et de non-prolifération nucléaires.

193. Il reste beaucoup d'oppositions à surmonter, oppositions qui, toutefois, n'empêcheront pas le Luxembourg de continuer à exiger, comme le font la Chambre des Députés, la population et bien d'autres, un monde sans armes nucléaires.

194. Il faut empêcher une nouvelle intensification du trafic d'armes dans les régions instables. Depuis la chute du colonel Kadhafi et de son régime, on observe des flux d'armes incontrôlés vers la région du Sahel avec les conséquences que l'on sait au Mali par exemple.

195. Vous savez que du 2 au 27 juillet 2012, 193 pays membres de l'ONU ont participé, à New York, à des négociations sur la conclusion d'un traité sur le commerce des armes (TCA/ATT), soit le premier traité qui aurait prévu une réglementation du commerce des armes conventionnelles. Comme vous le savez, ces négociations n'ont pas abouti.

196. Malgré cet échec, le Luxembourg est d'avis qu'il faut lancer en 2013 une nouvelle tentative afin de faire adopter ce traité. Nous pensons que dans ce domaine, des règles et principes communs sont aujourd'hui nécessaires pour garantir la sécurité de tous les États et de leurs populations. En fait, l'objectif est de créer un instrument universel imposant des contraintes juridiques et les normes communes les plus exigeantes possibles en matière d'exportation, d'importation et de transferts d'armes conventionnelles.

197. Notre engagement contre les armes à sous-munitions et les mines terrestres reste entier. Ayant adopté une loi nationale exemplaire dans ce domaine, nous finançons systématiquement des projets de déminage dans les régions les plus concernées. En plus, le Luxembourg continue à travailler à la transposition en droit national des dispositions concernant la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, afin que notre législation soit conforme à l'ensemble des dispositions de cette convention.

Monsieur le Président,

198. Comme vous le voyez, les défis sont nombreux, toutefois, les possibilités le sont aussi.

199. La politique des affaires étrangères, en ce qui concerne le processus de son exécution, relève en premier lieu de la

responsabilité du gouvernement. Or, je ne peux imaginer une situation où un ministre des Affaires étrangères serait en mesure d'exercer ses fonctions sans l'appui de la Chambre des Députés. Pour cette raison, je tiens à remercier le président de la Commission des Affaires étrangères, Ben Fayot, et vous tous, de suivre mon travail, d'un regard critique bien sûr, mais aussi, éventuellement, d'un regard qui, dans certains cas, est plutôt signe d'approbation. En tout cas, l'année prochaine sera une année où nous ne risquons pas de nous ennuyer.

200. Je vous remercie de votre attention.